

Doc. 10852
22 mars 2006

Election d'un juge à la Cour européenne des Droits de l'Homme au titre du Liechtenstein

(conformément à l'article 23, paragraphe 1 de la Convention européenne des Droits de l'Homme.)

Communication du Comité des Ministres

Lettre du Secrétaire Général du Conseil de l'Europe au Président de l'Assemblée parlementaire, en date du 7 mars 2006

TRADUCTION

Monsieur le Président,

Suite aux décisions des Délégués des Ministres, j'ai l'honneur de vous transmettre la liste des candidats au poste de juge à la Cour européenne des Droits de l'Homme au titre du Liechtenstein.

...

Signé :
Terry Davis

**Cour européenne des Droits de l'Homme – Election de juges –
Liste de candidatures au titre du Liechtenstein
(CM(2006)22)**

Décisions

Les Délégués

1. prennent note de la liste de candidats à l'élection d'un juge de la Cour européenne des Droits de l'Homme présentée au titre du Liechtenstein ;
2. conviennent de transmettre la liste de candidats au titre du Liechtenstein à l'Assemblée parlementaire.

Délégués des Ministres

Documents CM

CM(2006)22 1er février 2006

957 Réunion, 1er mars 2006

4 Droits de l'Homme

4.6 Cour européenne des Droits de l'Homme

Election de juges - Liste de candidatures au titre du Liechtenstein

Traduction

REPRÉSENTATION PERMANENTE DE LA PRINCIPAUTÉ DE LIECHTENSTEIN AUPRÈS
DU CONSEIL DE L'EUROPE
STÄNDIGE VERTRETUNG DES FÜRSTENTUMS LIECHTENSTEIN BEIM EUROPARAT

Mme Jane DINSDALE
Directeur Général *ad interim*
Direction Générale II
Conseil de l'Europe
Strasbourg

Strasbourg, le 24 janvier 2006

Chère Madame Dinsdale,

J'ai l'honneur de faire référence à la lettre de votre prédécesseur datée du 15 juillet 2005 concernant l'expiration du mandat de M. Lucius Cafilisch, juge à la Cour européenne des Droits de l'Homme, conformément à l'Article 23, paragraphe 6, de la Convention, et j'ai le plaisir de transmettre la liste des candidats nommés par le Gouvernement du Liechtenstein (par ordre alphabétique) :

1. Philipp Mittelberger
2. Mark E. Villiger
3. Ursula Wachter

Des informations biographiques détaillées sur chaque candidat sont jointes.

Je vous prie d'agréer, Madame, l'expression de ma considération distinguée.

Daniel Ospelt
Ambassadeur

P. J.

Cc : M. Terry Davis, Secrétaire Général
M. Simon Palmer
Secrétariat du Comité des Ministres

CURRICULUM VITAE

I. Renseignements personnels

Nom, prénom : Mittelberger Philipp

Sexe : masculin

Date et lieu de naissance : 26 janvier 1970, Vaduz

Nationalité : Liechtenstein

II. Etudes et diplômes, et autres qualifications

1995 - 1999	Doctorat en droits de l'homme, Faculté de droit de l'Université de Bâle (Suisse); Thèse intitulée : <i>La protection de la propriété au regard de l'article 1er du Protocole additionnel à la CEDH, telle qu'elle ressort de la jurisprudence des organes de Strasbourg.</i>
1990 - 1995	Etudes de droit à la Faculté de droit de l'Université de Fribourg (Suisse); diplôme universitaire
mars - avril 1994	Assistant scientifique attaché à la Chaire de droit pénal de l'Université de Fribourg (Suisse)
février - mars 1993	Cours intensif : Introduction au droit grec (ERASMUS) en Grèce
octobre – décembre 1992	Visite d'étude à la Faculté de droit et de sciences politiques d'Exeter (Royaume-Uni)
1982 – 1990	Lycée (études secondaires) de Vaduz (Liechtenstein)

III. Activités professionnelles pertinentes**a. Description des activités judiciaires : -****b. Description des activités juridiques non judiciaires :**

Depuis 1er décembre 2002	<u>Commissaire à la protection des données de la Principauté du Liechtenstein</u>
15.5.2002 - 30.11.2002	Conseiller juridique au ministère de la Justice du Liechtenstein, chargé notamment de la législation en matière d'insolvabilité et de succession
01.11.2000 - 31.4.2002	Conseiller juridique de la Représentation permanente du Liechtenstein auprès du Conseil de l'Europe. Période au cours de laquelle le Liechtenstein a exercé la deuxième présidence du Comité des Ministres (de mai à novembre 2001). Activités plus particulièrement liées aux procédures de suivi du Comité des Ministres et de l'Assemblée parlementaire.
01.7.1998 - 31.10.2000	Conseiller juridique de la Représentation permanente du Liechtenstein auprès du Conseil de l'Europe (poste à temps partiel). Activités plus particulièrement liées à l'examen de différentes questions de droit concernant les traités du Conseil de l'Europe, à la préparation de déclarations du Gouvernement dans le cadre de la procédure de suivi thématique du Comité des Ministres, participation aux réunions du Comité des Ministres consacrées à des points précis, participation aux réunions du Groupe de Rapporteurs sur les questions juridiques (GR-J)

02.10.1996 - 31.12.1997 Deuxième stage de formation à la Représentation permanente de la Principauté du Liechtenstein auprès du Conseil de l'Europe

02.10. 1995 - 29.3.1996 Premier stage de formation à la Représentation permanente de la Principauté du Liechtenstein auprès du Conseil de l'Europe

c. Description des activités professionnelles non juridiques : -

01.11.2000 - 31.4.2002 Activités plus particulièrement liées à certaines questions politiques traitées par le Comité des Ministres et préparées par son Groupe de Rapporteurs (GR-EDS)

01.7.1998 - 31.10.2000 Activités plus particulièrement liées à la participation aux réunions du Comité des Ministres consacrées à des points précis, préparées par son « Groupe de rapporteurs sur les relations avec les pays d'Europe centrale et orientale » (GR-EL)

IV. Activités et expérience dans le domaine des droits de l'homme

Depuis 1er décembre 2002 Commissaire à la protection des données de la Principauté du Liechtenstein

15.5.2002 - 30.11.2002 Conseiller juridique au ministère de la Justice du Liechtenstein, chargé plus particulièrement de la protection des données personnelles en droit procédural public et privé. Traitement, durant cette période, de deux affaires communiquées au Gouvernement par la Cour des Droits de l'Homme.

01.11.2000 - 31.4.2002 Conseiller juridique de la Représentation permanente du Liechtenstein auprès du Conseil de l'Europe. Activités principalement liées aux droits de l'homme – réunions du Comité des Ministres et réunions DH concernant l'exécution des arrêts, réunions du Groupe de Rapporteurs pour les droits de l'homme (GR-H), réunions du CDDH, questions relatives aux droits de l'homme évoquées par l'Assemblée parlementaire

1.7.1998 - 31.10.2000 Conseiller juridique de la Représentation permanente du Liechtenstein auprès du Conseil de l'Europe (poste à temps partiel). Activités plus particulièrement liées à la préparation des réunions du Groupe de Rapporteurs pour les droits de l'homme (GR-H), participation aux réunions consacrées à des points bien précis, participation aux réunions DH concernant l'exécution des arrêts, questions relatives aux droits de l'homme évoquées par l'Assemblée parlementaire.

04.1.1999 -31.10. 2000 Responsable de programme au Secrétariat du Comité directeur pour les droits de l'homme (CDDH) (mi-temps)

01.4.1996 - 28.6.1996 Stage auprès de la Commission européenne des Droits de l'Homme

V. Activités publiques

a. Postes dans la fonction publique :

Depuis janvier 2003 Observateur auprès du Groupe de travail « Article 29 » sur la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel et de la libre circulation de ces données, établi par la directive 95/46/CE du Parlement européen et du Conseil du 24 octobre 1995

Depuis décembre 2003 Observateur auprès de l'Association des commissaires suisses à la protection des données

Membre de la Conférence européenne sur la protection des données

Membre de la Conférence internationale sur la protection des données

2001 – 2004

Membre du Comité directeur pour les droits de l'homme (CDDH)

b. Mandats électifs : -

c. Fonctions exercées au sein d'un parti politique ou d'un mouvement politique : -

VI. Autres activités : -

a. Domaine

h. Durée

c. Fonctions

VII. Travaux et publications

Introduction à la loi du Liechtenstein sur la protection des données, Liechtensteinische Juristen-Zeitung, juin 2003, pages 48 - 55

La jurisprudence de la Cour européenne permanente des Droits de l'Homme concernant le droit de propriété – Inventaire après deux ans d'activité: Europäische Grundrechte Zeitschrift (EuGRZ) 2001, pages 364 à 371

La protection de la propriété au regard de l'article 1er du Protocole additionnel à la CEDH, telle qu'elle ressort de la jurisprudence des organes de Strasbourg, Thèse de doctorat, Abhandlungen zum schweizerischen Recht, Band 639, Berne 2000.

(Vous pouvez indiquer le nombre total d'ouvrages ou d'articles publiés, mais ne citez que les titres les plus importants (8 au maximum))

VIII. Connaissances linguistiques

Langue	Lu			Ecrit			Parlé		
	TB	B	AB	TB	B	AB	TB	B	AB
a. Première langue									
- allemand (Veuillez préciser)	☒	☐	☐	☒	☐	☐	☐	☒	☐
b. Langues officielles:									
- anglais	☒	☐	☐	☐	☒	☐	☐	☒	☐
- français	☒	☐	☐	☐	☒	☐	☐	☒	☐
c. Autres langues:									
- espagnol	☐	☐	☒	☐	☐	☒	☐	☐	☒
- italien	☐	☐	☒	☐	☐	☒	☐	☐	☒

IX. Autres éléments pertinents : -

X. *Veillez confirmer que vous vous installeriez de manière permanente à Strasbourg au cas où vous seriez élu(e) juge à la Cour*

Je confirme par la présente qu'au cas où je serais élu, je m'installerais de manière permanente à Strasbourg.

CURRICULUM VITAE

I. Etat civil

Nom, prénom : Villiger, Mark
 Sexe : masculin
 Date et lieu de naissance : 17.05.1950 à Louis Trichardt/Afrique du Sud
 Nationalité : suisse

II. Etudes, diplômes et autres qualifications

1992 Professeur (*Titularprofessor*), Université de Zurich/Suisse
 1985 Privatdozent (*habilitiert, agrégé*) à l'Université de Zurich chargé de cours en droit international public et en droit européen.
 1978 Doctorat à l'Université de Zurich (*magna cum laude*; thèse de doctorat : *summa cum laude*)
 1976 Licence de droit de l'Université de Zurich
 1971 Maturité autrichienne ; maturité fédérale suisse
 1962-1971 Collège de Stella Matutina à Feldkirch/Autriche
 1959-1962 Ecole primaire privée St. John's à Johannesburg/Afrique du Sud
 1956-1959 Ecole primaire à Maputo (ex-Lourenço Marques)/Mozambique

III. Activités professionnelles pertinentes

a. Activités judiciaires

Dep. 2002 Greffier adjoint à la 3e section de la Cour européenne des droits de l'homme
 1991-2002 Chef de division au Greffe de la Cour européenne des droits de l'homme ; et auparavant au Secrétariat de la Commission européenne des droits de l'homme.
 1983-1991 Administrateur juridique au Secrétariat de la Commission européenne des droits de l'homme.

b. Activités juridiques non judiciaires

Enseignement à l'Université de Zurich (séminaires et conférences) notamment sur :
 le droit des organisations internationales
 le droit et la réforme des Nations Unies
 le règlement judiciaire des différends à l'échelle internationale
 le droit international public à une époque de mutations
 la protection universelle des droits de l'homme
 la Convention européenne des droits de l'homme
 la protection des minorités en droit international
 le droit humanitaire et les droits de l'homme
 l'interdiction du recours à la force, le droit de la guerre et la neutralité
 la Suisse et le droit international public
 travaux pratiques en droit constitutionnel fédéral et public suisse
 travaux pratiques en droit européen

Académie de droit international de La Haye (invitations)

- Stage pour praticiens du droit sur la protection internationale des droits de l'homme (27-29 mars 2006) ;
- Conférences concernant la Convention de Vienne sur le droit des traités (été 2009).

Autres conférences/enseignements

dans des universités et à l'intention de juges, de commissions parlementaires, de barreaux, d'agents de police, de gardiens de prison, d'administrations et d'associations non gouvernementales (notamment, instituts de droits de l'homme) sur les droits de l'homme, le droit international public et le droit national public dans les pays suivants :

Albanie, Arménie, Autriche, Azerbaïdjan, Bulgarie, République tchèque, Finlande, France, Allemagne, Royaume Uni, Hongrie, Irlande, Lettonie, Liechtenstein, Pologne, Roumanie, Russie, Suisse, Turquie, Ukraine et Etats-Unis.

Chambre des droits de l'homme de Sarajevo

- Premier greffier de la Chambre des droits de l'homme de Sarajevo (1997).
- Rédaction du règlement de la Chambre (Cour) des droits de l'homme et des services du Médiateur de Sarajevo en Bosnie-Herzégovine (1997 ; application de l'accord de Dayton/Ohio).

Projet de recherche actuel

Commentaire relatif à la Convention de 1969 sur le droit des traités (env. 1 000 pages) avec l'aide du Fonds national suisse de la recherche scientifique.

c. Activités professionnelles non juridiques :

IV. Activités et expérience dans le domaine des droits de l'homme

Voir ci-dessus :

- Depuis 1998 au Greffe de la Cour européenne des droits de l'homme et de 1983 à 1998 au Secrétariat de la Commission européenne des droits de l'homme)
- Enseignement sur les droits de l'homme à l'université et dans le cadre de stages pour praticiens du droit

V. Activités publiques

VI. Autres activités

1981-1983 Etudiant (*Bye-Fellow*) au *Robinson College*, Université de Cambridge/Grande-Bretagne
(préparation de la thèse d'agrégation (*Habilitationsschrift*) et tutorat).
1978-1981 Assistant à l'Université de Zurich auprès des Professeurs W. Kägi et D. Schindler
(activités d'enseignement et de recherche)

J'ai publié trois livres et 27 articles sur les droits de l'homme et le droit suisse, européen et international, notamment :

Ouvrages :

- "*Handbuch der Europäischen Menschenrechtskonvention*" (Manuel sur la Convention européenne des droits de l'homme), 2e édition, Schulthess/Suisse, 1999, 520 pages.
- "*Customary International Law and Treaties*" (Le droit international coutumier et les traités), 2e édition, Kluwer/ Pays-Bas, 1997, 346 pages.

- "Auslandsschweizer und die schweizerische internationale Zuständigkeit" (Les expatriés suisses et la compétence internationale suisse), thèse de doctorat, Schulthess/ Suisse, 1978, 244 pages.
- "The Birth of European Human Rights Law./L'éclosion du Droit européen des droits de l'homme", Liber Amicorum C.A. Nørgaard" (sous la dir. de Salvia et de moi-même), Nomos/Allemagne, 1998.

Articles:

- "Die Wirkungen der Entscheidungen der EMRK-Organen im innerstaatlichen Recht, namentlich in der Schweiz" (Les effets des décisions des organes de la CEDH en droit interne, notamment en Suisse), *Zeitschrift für Schweizerisches Recht* 104/I, 1985, pp. 469 ff.
- "Billigkeit im Völkerrecht" (L'équité en droit international), *Archiv des Völkerrechts* 25, 1987, pp. 174 ff.
- "Pflicht zur Begründung von Verfügungen" (L'obligation de motiver ses décisions), *Schweizerisches Zentralblatt für Staats- und Verwaltungsrecht* 90, 1989, pp. 137 ff.
- "Interpretation of Treaties: "Articles 31 and 32 of the Vienna Convention on the Law of Treaties in the Case-Law of the European Court of Human Rights", in: *Festschrift für Georg Ress*, 2005, pp. 317 ff

VIII. Connaissances linguistiques

Langue	Lu	écrit	parlé
	TB B AB	TB B AB	TB B AB
a. Premières langues			
Allemand	X	X	X
Anglais	X	X	X
b. Autre langue officielle :			
- Français	X	X	X

IX. Autres éléments pertinents :

X. Confirmation

Je confirme que si je suis élu juge à la Cour, je m'installerais de manière permanente à Strasbourg.

Mark Villiger
Janvier 2006

Dr. jur. Ursula Wachter
M.B.L.-HSG
Avocate

Schimmelgasse 18
BP 954
FL-9490 Vaduz
Principauté du Liechtenstein

Tél.: ++423 / 23 505 23

Fax ++423 / 23 505 25

E-mail:

uwachter@ursulaw.li

Internet: www.ursulaw.li

CURRICULUM VITAE

I. Etat civil

Nom, prénom	Ursula Wachter
Sexe :	féminin
Date et lieu de naissance	le 12 mars 1957 à Vaduz (Liechtenstein)
Nationalité	liechtensteinoise

II. Etudes, diplômes et autres qualifications

1964 – 1969	Ecole primaire à in Vaduz.
1969 – 1977	Gymnase liechtensteinois de Vaduz, (baccalauréat).
1977 – 1981	Etudes de langue en France, en Espagne, en Angleterre et en Suisse (à Genève).
1981 – 1985	Etudes de droit à l'Université d'Innsbruck, Autriche.
1985 – 1989	Avocat stagiaire auprès du Gouvernement liechtensteinois, de la Cour princière de justice et d'un cabinet d'avocats liechtensteinois afin d'avoir l'expérience requise pour passer l'examen du barreau.
1989	Admise au barreau.
1994	Certificat de droit économique européen, Université de St-Gall, Suisse.
2001	Maîtrise de droit économique européen et international (MBL), Université de St-Gall.

III. Activités professionnelles pertinentes

a) Activités judiciaires

Juge au tribunal administratif du Liechtenstein in 1993.

b) Activités juridiques non judiciaires

Depuis 1990, dirige son propre cabinet d'avocat, intéressé par les questions de droit privé, de droit public et de droit international devant l'ensemble des juridictions et des autorités du Liechtenstein.

IV. Activités et expérience dans le domaine des droits de l'homme

Les dispositions de la Convention européenne des droits de l'homme (CEDH) font partie du droit liechtensteinois. Un avocat intéressé par le contentieux les garde à l'esprit et les invoque si nécessaire.

V. Activités publiques**a) Postes dans la fonction publique**

De 1998 à 2005 : Présidente du barreau du Liechtenstein.

b) Fonctions exercées au sein ou d'un mouvement politique

Depuis août 2002, membre du mouvement liechtensteinois pour un élargissement des droits démocratiques. Représentante des initiateurs de l'initiative populaire tendant à amender la Constitution en 2002/2003.

De juin 2003 à mai 2005, présidente de l'association pour l'amélioration des droits du peuple (*Verein zur Stärkung der Volksrechte*).

Depuis mars 2005, membre du conseil d'administration de l'organisation mère, le Mouvement liechtensteinois pour la démocratie (*Liechtensteinische Demokratiebewegung*).

Dans les années 1980, activités pour la libération de la femme, notamment soutien de l'initiative populaire pour l'égalité en droits des femmes et des hommes et défense des intérêts de requérants devant la Cour constitutionnelle du Liechtenstein.

VI. Autres activités**a) Domaine**

Protection de l'environnement.

b) Durée et fonctions

De 1990 à 2005 : membre du conseil d'administration de la Société liechtensteinoise pour la protection de l'environnement (*LGU*).

VII. Travaux et publications

Actrice dans un documentaire sur le mouvement de libération des femmes au Liechtenstein.

VIII. Connaissances linguistiques

Langue	Lu			Ecrit			Parlé		
	TB	B	AB	TB	B	AB	TB	B	AB
a. Première langue - allemand.....	X	☐	☐	X	☐	☐	X	☐	☐
b. Langues officielles:									
- anglais	X	☐	☐	X	☐	☐	X	☐	☐
- français	X	☐	☐	X	☐	☐	X	☐	☐
c. Autres langues:									
- espagnol.....	☐	X	☐	☐	X	☐	☐	☐	X
.....	☐	☐	☐	☐	☐	☐	☐	☐	☐

IX. Confirmation

Je confirme que je m'installerai de manière permanente à Strasbourg si je suis élue juge à la Cour.

Vaduz, le 21 novembre 2005

Signature